

STRATÉGIE HEBDOMADAIRE

Perspectives



Gestion privée

SEMAINE TERMINÉE LE 23 JANVIER 2026

Carol Schleif, CFA, SASB-FSA
Stratège en chef du marché

Activités risquées

« *Ce qui compte, ce n'est pas l'argent que vous gagnez, mais celui que vous gardez, ce qu'il vous rapporte et le nombre de générations auxquelles il profitera.* »

– Robert Kiyosaki

Le fil conducteur : Après une longue période de calme relatif, la volatilité s'est intensifiée sur les marchés financiers. Les fluctuations des prix des actifs sont source de stress, surtout lorsqu'elles se produisent soudainement ou qu'elles sont très fortes. Pourtant, la volatilité des prix n'est pas nécessairement préjudiciable à la santé financière à long terme tant qu'elle ne dure pas ou qu'elle ne découle pas de problèmes fondamentaux sous-jacents plus graves. Nous mettons en lumière certains risques qui ont été élevés récemment et leurs répercussions sur votre situation particulière, le cas échéant.

Notre très émotionnel cerveau reptilien

Quiconque espérait passer en douceur de la période des Fêtes à la nouvelle année a ressenti une vive déception. Tout a commencé par une vague de nouvelles (Venezuela, pétrole, Iran, plafonnement des taux des cartes de crédit, restrictions sur l'accès à la propriété, enquête criminelle sur la Fed) dont l'ensemble des marchés ont généralement fait fi. Maintenant que la période de publication des résultats débute, l'attention se focalise principalement sur les données fondamentales.

Puis, il y a eu cette semaine qui a stoppé net la remontée généralisée qui avait propulsé les actions mondiales de toutes tailles à des niveaux records. Les menaces grandissantes que le président Donald Trump fait planer l'autonomie du Groenland et l'opposition multidimensionnelle du Danemark et d'autres alliés de l'OTAN ont provoqué un plongeon des marchés boursiers. Les craintes d'une guerre commerciale, entre autres, se sont une fois de plus retrouvées à l'avant-scène.

Les obligations mondiales ont également été malmenées cette semaine lorsque la nouvelle première ministre du Japon a annoncé que des élections générales éclaircies tiendraient le 8 février. D'après les porteurs d'obligations, la popularité de la première ministre pourrait favoriser des politiciens qui approuvent ses objectifs de relance budgétaire, ce qui augmenterait le ratio déjà considérable de la dette souveraine au PIB. Les taux des obligations japonaises à moyen terme et à long terme ont atteint des sommets historiques en réaction à ces craintes. Cette hausse a perturbé une autre série d'opérations effectuées par les investisseurs mondiaux, à savoir les opérations de portage (emprunt au moyen d'obligations japonaises à faible coût pour investir dans des actifs à rendement élevé ailleurs).

Conclusion : la peur s'est installée dans le monde interrelié de la finance, les investisseurs s'alarmant de manchettes qu'ils avaient ignorées jusque-là. Comme de l'essence sur un barbecue, une fois que les parties les plus primitives de notre cerveau sont passées en mode préservation, les *émotions* soulevées par la situation nous ont submergés. Il est temps de prendre une grande respiration et de faire appel à nos aptitudes rationnelles et logiques pour distinguer ce qui, dans les dernières nouvelles, pourrait avoir une importance durable, de ce qui n'est probablement que du brouhaha.

Les risques et le rendement vont de pair

Un vieil adage dit qu'on ne s'enrichit pas avec un compte d'épargne. Il illustre la **relation fondamentale qui sous-tend les marchés : rien n'est gratuit et il faut inévitablement prendre un risque pour obtenir un rendement intéressant.** Il est donc important de comprendre les divers types de risques et de veiller à ce que le rendement prévu compense adéquatement le risque encouru.

Dans les marchés boursiers :

Le *point de vue de l'investisseur* est celui d'une personne qui détient une portion d'une entreprise (ou d'un groupe d'entreprises dans le cas des fonds) et profite des flux de trésorerie qu'elle génère. Par conséquent, l'accent sera mis sur les facteurs de croissance, soit les baisses de taux d'intérêt, une consommation saine et résiliente, un cadre réglementaire favorable, des avantages concurrentiels et des intrants à un coût raisonnable.

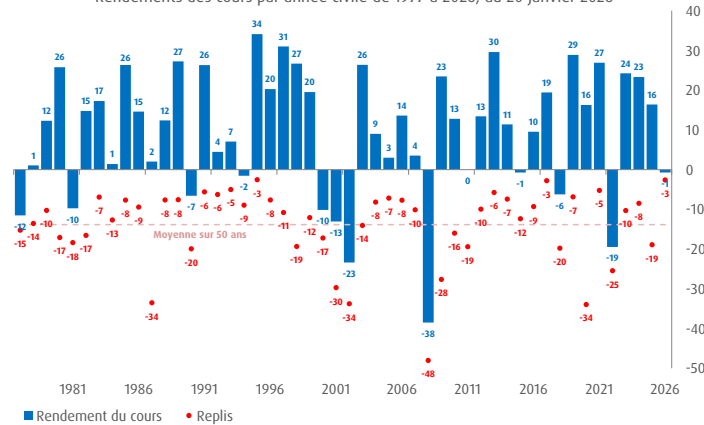
Le *potentiel de rendement* découle de l'appréciation du cours de l'action et des dividendes (et, espérons-le, de la croissance de ces dividendes au fil du temps). En théorie, le potentiel de hausse est illimité; autrement dit, **les actions peuvent constituer une solide couverture contre les ravages de l'inflation à long terme.** Au cours des cinq dernières années, nous avons tous réappris que l'inflation est un voleur insidieux qui érode le pouvoir d'achat, année après année.

Le *risque* découle de la possibilité de perdre une partie ou la totalité de votre placement (perte permanente ou diminution du capital) si les données fondamentales devaient se détériorer. Ce risque est particulièrement important pour les personnes qui sont forcées de vendre en période de repli du marché. Autrement, les marchés boursiers peuvent être sujets à des fluctuations à court terme; c'est d'ailleurs souvent le cas. Cette **volatilité est la règle, et non l'exception**, même lors des années au cours desquelles les tendances haussières sont fortes (voir le graphique).

Les replis intermédiaires inquiètent (beaucoup) les investisseurs en actions, mais divers facteurs techniques ou non fondamentaux peuvent les déclencher. Les bénéfices décevants d'une société peuvent rejaillir sur un concurrent, des secteurs entiers peuvent faire l'objet d'un rajustement dans les portefeuilles institutionnels; et une vague d'aversion pour le risque peut frapper l'ensemble du marché boursier.

Rendements de l'indice S&P 500 et replis en cours d'année (%)

Rendements des cours par année civile de 1977 à 2026, au 20 janvier 2026



Source : Bloomberg L.P. (2026)
 Les rendements annuels sont fondés sur les années civiles; ils tiennent compte du cours seulement et non des dividendes. Un recul en cours d'année correspond au repli le plus prononcé enregistré par le marché entre un sommet et un creux durant une année civile donnée.

Dans les marchés de titres à revenu fixe :

Le *point de vue de l'investisseur* est celui d'un créancier. Les obligations représentent un prêt que l'investisseur accorde à l'entité sous-jacente, qu'il s'agisse d'un pays, d'une société ou d'une municipalité. Par conséquent, l'investisseur a les mêmes craintes qu'un banquier : la solvabilité de l'emprunteur et le temps qui reste jusqu'au remboursement intégral du prêt.

Le *potentiel de rendement* correspond aux versements d'intérêts périodiques, plus le remboursement du capital à l'échéance de l'obligation.

Le *risque* est associé au taux applicable aux versements d'intérêts comparativement aux taux d'intérêt en vigueur, ainsi qu'au taux d'inflation sur la durée de vie de l'obligation. La hausse de l'inflation érode le pouvoir d'achat. Ce risque lié au temps explique pourquoi les obligations à long terme sont plus sensibles aux fluctuations soudaines des taux d'inflation et de croissance économique.

Un délicat exercice d'équilibriste

De même qu'en combinant des œufs, de la farine, et de l'eau ou de l'huile, on peut préparer des crêpes, des gaufres, des tartes ou un gâteau, tous les programmes de placement personnalisés se fondent sur les mêmes ingrédients de base, mais les combinent de manière personnalisée. L'élaboration d'un portefeuille vise à équilibrer le rapport entre risque et rendement potentiel offert par les différentes catégories d'actif, afin de gérer les risques auxquels l'investisseur fait face, compte tenu de sa situation financière globale. Les investisseurs dans la vingtaine qui ont un emploi auront probablement des contraintes, des objectifs et des horizons différents de ceux des investisseurs dans la quarantaine. Lorsque les horizons-temps sont plus longs, l'effet de capitalisation peut avoir d'énormes retombées. Les actifs affichant une volatilité à court terme (risque lié aux cours) plus élevée peuvent être inclus dans l'espoir que sur des périodes plus longues, les soubresauts intermédiaires seront atténués et les rendements à long terme seront plus solides. **En revanche, les effets de l'inflation et de la perte du pouvoir d'achat s'accroissent aussi au fil du temps. En termes simples, si la répartition de l'actif est trop prudente par rapport à l'âge de l'investisseur, le pouvoir d'achat pourrait s'amenuiser.**

À l'inverse, les investisseurs retraités qui ont 60 ou 70 ans et plus ont habituellement un horizon-temps plus court; leur portefeuille doit pouvoir subvenir aux besoins liés à leur style de vie. Les baisses importantes sont alors plus difficiles à absorber. Il faut donc accroître la part des placements plus robustes, moins volatils, plus stables ou ayant une plus grande capacité de générer un revenu. Il faut toutefois s'attendre à un potentiel de rendement inférieur. **Bien que ces énoncés semblent évidents, les marchés (et les médias) se comportent souvent comme si la seule chose qui comptait était l'action ou le secteur vedette du moment, et non la façon dont cette action ou ce secteur peut s'intégrer à un plan global.**

Volatilité : veux-tu être mon amie?

La **volatilité** ne constitue pas forcément un risque permanent. Elle peut toutefois poser problème aux investisseurs qui ont des ressources limitées en dehors de leur portefeuille ou des horizons plus courts, ou qui ne sont tout simplement pas capables

de dormir la nuit lorsque le solde de leur portefeuille fluctue trop fortement. Pour atténuer ce risque, vous pouvez utiliser des liquidités, des titres à court terme ou des titres produisant des revenus en quantité suffisante pour couvrir la plupart des besoins de liquidités. À l'inverse, les investisseurs qui ont un horizon plus long ou qui n'ont pas vraiment besoin d'accéder à leurs fonds tirent souvent parti des fluctuations des cours; ils en profitent pour rééquilibrer leur portefeuille ou étoffer certains placements à des points d'entrée plus attrayants.

Le dernier épisode de volatilité a frappé après une période particulièrement longue (plus de neuf mois) de fluctuations intrajournalières très faibles. Vendredi dernier, alors que l'ensemble des marchés boursiers ont atteint de nouveaux sommets (malgré la multitude d'événements marquants des trois premières semaines de l'année), les investisseurs ont été submergés d'émotions, agités et prêts à tout lâcher. La **dissonance cognitive** a été exacerbée par le resserrement des écarts de taux et la réaction modérée (voire inexistante) du marché obligataire à la vidéo extraordinaire publiée par le président de la Réserve fédérale, Jerome Powell, il y a une semaine. Par conséquent, les marchés ont rapidement réagi aux échanges houleux sur les réseaux sociaux à propos du Groenland, en adoptant une attitude d'aversion pour le risque, annulant une grande partie du déclin dès le lendemain, lorsque le ton des commentaires sur le Groenland s'est adouci. Après une semaine d'événements perturbateurs, voici ce que nous aimerions vous rappeler pour déterminer les éléments qui pourraient durer et ceux qui pourraient s'avérer n'être que du bruit :

- Pour le président Trump, tout échange a un gagnant et un perdant. Son mode opératoire habituel consiste à lancer simultanément des idées sur un large éventail de sujets pour submerger ses adversaires et les déstabiliser. Il commence généralement par des exigences très élevées afin d'établir un plafond à partir duquel les négociations peuvent démarrer à la baisse. (Ce sera particulièrement important à garder à l'esprit dans le cadre de la renégociation de l'AEUM/ACEUM au cours des prochaines semaines.)
- Depuis quelque temps, certains membres du Congrès semblent enclins à intervenir sur certaines questions. Par exemple, plusieurs sénateurs républicains ont émis des doutes sur le bien-fondé de l'enquête que le département de la Justice mène sur le président de la Fed, M. Powell. Le sénateur de la Louisiane, John Kennedy, a fait remarquer la semaine dernière que « même un élève de 9^e année sait qu'il serait stupide, sur le plan militaire, d'envahir le Groenland ».
- Après le pic de volatilité des marchés, mardi, la première ministre japonaise, Sanae Takaichi a rassuré les marchés au sujet de la réduction des émissions d'obligations à long terme, ce qui a calmé la négociation de ces titres.
- L'économie américaine sous-jacente demeure vigoureuse; la croissance du PIB et de la productivité pourrait être de l'ordre de 4 %. La période de publication des bénéfices s'amorce et une foule d'informations utiles devraient permettre de confirmer ou de remettre en question cette confiance dans l'économie, de même qu'un autre trimestre de croissance globale à deux chiffres des bénéfices.
- Les indices de sociétés à grande capitalisation ont clôturé 2025 à des sommets historiques, inscrivant des gains à deux chiffres pour la troisième année d'affilée. Leur croissance en 2025 n'a dépassé que d'un ou deux points la croissance des bénéfices (au troisième trimestre), si bien que les valorisations n'ont pas augmenté autant qu'on pourrait le croire. Un léger recul et une stabilisation près des niveaux actuels contribueraient à faire baisser un peu les valorisations.
- **Les investisseurs doivent comprendre que la réaction la plus sage à une nouvelle surprise est souvent de prendre une grande respiration et de laisser aux choses le temps de se tasser. Les marchés, quels qu'ils soient, représentent un mécanisme de rétroaction important auprès des dirigeants mondiaux.**

Répercussions pour les investisseurs

Rappelez-vous que l'argent est un outil et non une fin en soi. Il peut être tentant de vouloir saisir l'occasion dont tout le monde parle (ou d'essayer d'éviter un repli intermédiaire). Nos cerveaux sont littéralement programmés pour aimer l'afflux de dopamine que provoquent ces activités. Il est important de prendre du recul et d'évaluer vos besoins de liquidités (à court et à long terme), ainsi que tout changement à votre horizon-temps ou à votre tolérance aux fluctuations des cours. Votre équipe BMO peut vous aider à préciser vos objectifs, votre tolérance au risque et la formule de répartition qui vous convient le mieux.

Sous les projecteurs en Amérique du Nord

Jon Borchardt, analyste principal

George Trapkov, CFA, vice-président et gestionnaire de portefeuille

Cette semaine

La géopolitique aux États-Unis de nouveau à l'avant-scène – Dans une publication sur Truth Social, samedi, le président Trump a menacé d'imposer des tarifs douaniers au Danemark et à plusieurs autres pays européens à compter du 1^{er} février, jusqu'à ce qu'un accord soit conclu pour que les États-Unis prennent le contrôle du Groenland. La semaine dernière, les alliés européens ont déployé un petit contingent de troupes au Groenland dans le but de manifester leur soutien à la souveraineté du Danemark à l'égard du territoire, tout en témoignant leur volonté de contribuer à renforcer la sécurité dans la région arctique. Pour le président Trump, ces gestes allaient directement à l'encontre de son objectif d'obtenir le plein contrôle de l'île. Une bonne partie de l'impasse a été résolue (du moins temporairement) lors de discussions ultérieures tenues en marge du Forum économique mondial, à Davos, en Suisse, cette semaine. Le Danemark et le Groenland ont continué d'exprimer leur ouverture à une présence militaire accrue des États-Unis et au développement économique des ressources naturelles de l'île. Les investisseurs ont pu constater l'incidence qu'une hausse des risques géopolitiques et économiques peut avoir sur les marchés, alors que les actions sont devenues volatiles, le dollar américain a fléchi et l'or a atteint un autre sommet record.

La température monte à Davos – Cette semaine, à Davos, des chefs d'État, de hauts dirigeants politiques, des chefs de la direction et des organisations non gouvernementales de plus de 130 pays se sont réunis pour discuter et définir l'avenir des enjeux géopolitiques et économiques mondiaux. « Un esprit de dialogue » est le thème officiel, mais des politiciens des deux côtés de l'Atlantique ont commencé le forum avec un discours enflammé. Comme il se doit, les chefs d'entreprise interrogés dans le cadre de l'enquête annuelle sur les risques mondiaux du Forum économique mondial ont indiqué que la confrontation géopolitique était leur principale préoccupation pour 2026. Selon le rapport, le multilatéralisme a été éclipsé par l'intérêt national. Cette concentration intérieure entraîne une augmentation de l'incertitude économique et politique des entreprises – ponctuée par la politique commerciale, les sanctions, les restrictions en matière de capital et l'arsenalisation des chaînes d'approvisionnement. Cette hausse de l'incertitude sur la scène mondiale a soutenu le délaissement par les investisseurs des actions à grande capitalisation en faveur des actions à petite capitalisation, qui sont plus corrélées aux catalyseurs de croissance prévus dans l'économie nationale. Depuis le début de l'année, l'indice Russell 2000 a nettement surpassé l'indice S&P 500 et l'indice composé Nasdaq.

Encore plus sur Davos – Le président Trump a pris la parole à Davos mercredi matin, couvrant un large éventail de sujets. Un thème commun a unifié son point de vue : le monde dépend des États-Unis et profite de la vigueur économique et militaire du pays. Sur le plan intérieur, le président a évoqué un miracle économique lors de sa première année au pouvoir. Il a dit que l'économie des États-Unis était la plus vigoureuse du monde, citant la défaite de l'inflation, l'annonce de 18 000 à 20 000 milliards de dollars d'investissements privés ainsi qu'une frontière sécurisée. Le président Trump a demandé au Congrès de plafonner les taux des cartes de crédit à 10 % pendant un an, une politique qui, selon la déclaration plus tôt dans la journée du chef de la direction de JPMorgan, Jamie Dimon, causerait un « désastre économique ». Pour faire progresser le rêve américain d'accession à la propriété, M. Trump

a exhorté la Réserve fédérale à réduire les taux et a déclaré que son administration chercherait à interdire les acquisitions institutionnelles de maisons unifamiliales. Le président a de nouveau suggéré que les sociétés du secteur de la défense ne devraient pas être autorisées à racheter des actions et devraient plutôt se concentrer à créer de nouvelles capacités de production. Il s'est plaint du fait que les États-Unis avaient beaucoup donné à l'OTAN et à l'Europe et n'avaient reçu que très peu en retour. Bien qu'il ait exclu de prendre le Groenland par la force, il a fait remarquer que les États-Unis « seraient inarrêtables si l'option de la force était déployée », ajoutant : « tout ce que je demande, c'est un morceau de glace ».

Le marché canadien de l'habitation continue de ralentir – Il a terminé l'année sur une note morose, les ventes et les prix ayant davantage baissé pour clôturer une autre année de repli prolongé. En décembre, les ventes de maisons existantes ont baissé de 2,7 % après désaisonnalisation, et de 4,5 % par rapport à il y a un an. Pour l'ensemble de l'année, les volumes de ventes ont connu une légère baisse de 1,9 %, et l'activité totale a marqué la troisième année la plus faible de la dernière décennie. Le prix de référence national a de nouveau chuté pour terminer l'année en baisse de 4,0 % sur 12 mois en décembre. Au cours de l'année, les prix ont chuté en Colombie-Britannique et en Ontario, mais ont augmenté dans la plupart des autres régions. L'écart de rendement des prix était devenu important en décembre, les marchés les plus faibles (p. ex., certaines parties de la région du Grand Toronto et des banlieues) ayant reculé de 10 % sur 12 mois, tandis que certains petits marchés des provinces de l'Atlantique et du Québec ont enregistré des hausses de plus de 10 %.

Les prix à la consommation au Canada demeurent maîtrisés – Ils ont chuté de 0,2 % en décembre, ce qui se traduit par une hausse de 0,3 % en données désaisonnalisées, car les prix sont habituellement abaissés à la fin de l'année. Le congé de la TPS sur les repas au restaurant et d'autres biens divers du 14 décembre 2024 au 15 février 2025 a été suffisant pour faire grimper le taux d'inflation global de 0,2 % pour s'établir à 2,4 %. Après avoir été étonnamment dociles pendant la majeure partie de 2025, les tarifs aériens du mois dernier auraient bondi de 34,5 % sur un mois, ce qui représente la deuxième hausse mensuelle en importance jamais enregistrée. Cela a réduit le recul annuel à -0,8 % (contre -5,9 % en novembre). En revanche, les frais d'intérêt hypothécaires ont chuté le mois dernier et n'ont augmenté que de 1,7 % pour l'année. Les prix des aliments n'ont pas beaucoup bougé durant le mois, mais ont tout de même progressé de 5,0 % sur 12 mois. Il est intéressant de noter que le congé de la TPS de l'an dernier a compliqué la comparaison de certains éléments. Le taux global a certes été supérieur aux attentes, mais les détails ont été un peu plus faibles. La Banque du Canada (BdC) sera probablement encouragée par le repli de la plupart des mesures de l'IPC de base. Cependant, ce ne sera certainement pas suffisant pour inciter la BdC à opérer d'autres réductions. Il faudrait que l'économie se détériore considérablement et que d'autres signes de ralentissement de l'inflation de base soient observés pour que l'assouplissement de la politique se poursuive. Nous n'en sommes pas encore là.

La semaine prochaine

L'attention de tous les investisseurs sera tournée mercredi vers les réunions des banques centrales aux États-Unis et au Canada. Aucune réduction n'est attendue, mais les investisseurs seront aux aguets d'une orientation et d'un ton dans les commentaires et les conférences de presse. D'importantes statistiques économiques sur l'activité manufacturière, la confiance des consommateurs et le PIB canadien sont également prévues pour compléter les données de première ligne qui continueront d'être publiées dans le cadre de la période de publication des résultats des sociétés.

Lundi 26 janvier – Commandes de biens durables aux États-Unis

Mardi 27 janvier – Confiance des consommateurs aux États-Unis | Ventes en gros au Canada

Mercredi 28 janvier – Décision relative aux taux et conférence de presse du FOMC aux États-Unis | Décision relative aux taux et conférence de presse de la BdC au Canada

Jedi 29 janvier – Demandes initiales de prestations d'assurance-emploi, déficit commercial, productivité, stocks de gros et commandes des usines aux États-Unis | Balance du commerce au Canada

Vendredi 30 janvier – Indice des prix à la production (IPP) aux États-Unis | PIB et équilibre budgétaire au Canada

Fiche des données au 21 janvier 2026

Rendements totaux du marché boursier						
	Niveau au 21 janvier 2026	Cumul hebdo à ce jour	Cumul annuel à ce jour	2025	2024	5 ans*
S&P 500	6 876	-0,9 %	0,5 %	17,9 %	25,0 %	14,4 %
NASDAQ	23 225	-1,2 %	-0,1 %	21,2 %	29,6 %	13,4 %
DOW	49 077	-0,6 %	2,2 %	14,9 %	15,0 %	11,6 %
Russell 2500	4 631	0,5 %	7,7 %	11,9 %	12,0 %	7,3 %
S&P/TSX	32 852	-0,6 %	3,7 %	31,7 %	21,7 %	16,1 %
MSCI EAO	10 834	-1,2 %	2,2 %	31,2 %	3,8 %	8,9 %
MSCI Marchés émergents	808	-0,3 %	5,4 %	33,6 %	7,5 %	4,2 %
Rendements totaux du marché obligataire						
		Cumul hebdo à ce jour	Cumul annuel à ce jour	2025	2024	5 ans*
Bloomberg U.S. Aggregate		-0,1 %	-0,1 %	7,3 %	1,3 %	-0,4 %
Bloomberg U.S. Treasury		-0,1 %	-0,2 %	6,3 %	0,6 %	-1,0 %
Bloomberg U.S. Corporate		0,0 %	0,1 %	7,8 %	2,1 %	-0,1 %
Bloomberg U.S. High Yield		0,0 %	0,6 %	8,6 %	8,2 %	4,5 %
Bloomberg 1-10 Year Munis		-0,2 %	0,7 %	5,1 %	0,9 %	1,2 %
Bloomberg Canada Aggregate		-0,2 %	0,3 %	2,4 %	4,0 %	-0,4 %
Bloomberg Canada Treasury		-0,2 %	0,2 %	1,4 %	2,9 %	-0,8 %
Bloomberg Canada Corporate		-0,1 %	0,4 %	4,4 %	6,9 %	1,5 %
Rendement des obligations d'État						
	21 janvier 2026	Fin du dernier mois	Fin du dernier trimestre	2025	2024	Moyenne sur 5 ans
Bon du Trésor américain 10 ans	4,24 %	4,17 %	4,17 %	4,17 %	4,57 %	3,37 %
Obligation Canada 10 ans	3,41 %	3,43 %	3,43 %	3,43 %	3,23 %	2,81 %
Obligation Royaume-Uni 10 ans	4,46 %	4,48 %	4,48 %	4,48 %	4,56 %	3,16 %
Bund allemand 10 ans	2,88 %	2,85 %	2,85 %	2,85 %	2,36 %	1,66 %
Obligation Japon 10 ans	2,28 %	2,06 %	2,06 %	2,06 %	1,09 %	0,65 %
Devises et actifs réels						
	Niveau au 21 janvier 2026	Cumul hebdo à ce jour	Cumul annuel à ce jour	2025	2024	5 ans*
Indice USD	98,76	-0,6 %	0,4 %	-9,4 %	7,1 %	1,8 %
CAD-USD	0,72 \$	0,6 %	-0,8 %	4,8 %	-7,9 %	-1,5 %
Bitcoin	90 180,76 \$	-5,5 %	2,9 %	-6,5 %	120,5 %	24,8 %
Or	4 831,73 \$	5,1 %	11,9 %	64,6 %	27,2 %	17,9 %
Pétrole (WTI)	60,62 \$	2,0 %	5,6 %	-19,9 %	0,1 %	3,4 %

* Données annualisées sur 5 ans au 31 décembre 2025. Les analyses comparatives ne reflètent pas le rendement réel des placements, mais les résultats de l'indice sous-jacent mentionnés. On ne peut pas investir directement dans un indice. Les définitions des indices se trouvent à la fin de la présente publication.

Définition des indices

Indices boursiers

L'**indice S&P 500^{MD}** est un indice d'actions de sociétés américaines à grande capitalisation. Il comprend 500 sociétés de premier plan et couvre environ 80 % de la capitalisation boursière disponible.

L'**indice composé NASDAQ** est un indice pondéré en fonction de la capitalisation boursière de plus de 3 000 actions ordinaires cotées à la bourse du Nasdaq.

Le **Dow Jones Industrial Average (« DOW »)** est une moyenne pondérée en fonction du cours de 30 actions importantes négociées à la Bourse de New York et au Nasdaq.

L'**indice Russell 2 000^{MD} (« Russell 2 000^{MD} »)** est un indice non géré qui mesure le rendement des 2 000 plus petites sociétés américaines de l'indice Russell 3 000^{MD}.

L'**indice S&P/TSX** est un indice boursier pondéré en fonction de la capitalisation qui reproduit le rendement des plus grandes sociétés cotées à la principale bourse du Canada, la Bourse de Toronto (« TSX »).

L'**indice MSCI EAE0 (Indice des marchés développés – Europe, Australasie et Extrême-Orient)** est un indice standard non géré de titres étrangers qui représente les principaux marchés boursiers non américains, sous la surveillance de Morgan Stanley Capital International. Il est représentatif des grandes et moyennes sociétés des pays de 21 marchés développés du monde entier, à l'exception des États-Unis et du Canada.

L'**indice MSCI Marchés émergents** est un indice pondéré en fonction de la capitalisation boursière représentatif de la structure de marché des pays émergents d'Europe, d'Amérique latine, d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie. Avant le 1^{er} janvier 2002, les rendements de l'indice MSCI Marchés émergents étaient présentés avant déduction des retenues d'impôt.

Indices de titres à revenu fixe

L'**indice Bloomberg Barclays U.S. Aggregate Bond** est un indice non géré qui couvre le marché des obligations américaines à taux fixe de catégorie investissement, y compris les titres d'État et de créance, les titres de transfert de créances hypothécaires émis par des organismes publics, les titres adossés à des créances mobilières et les titres de créances hypothécaires commerciales.

L'**indice Bloomberg U.S. Treasury** est un indice non géré qui comprend un large éventail d'obligations du Trésor américain et qui est considéré comme représentatif du rendement global des obligations du Trésor américain.

L'**indice Bloomberg U.S. Corporate Bond** mesure le rendement du marché des obligations de sociétés imposables à taux fixe de qualité investissement. Il comprend des titres libellés en dollars américains émis par des émetteurs américains et non américains des secteurs de l'industrie, des services publics et des services financiers.

L'**indice Bloomberg U.S. Corporate High Yield** est un indice non géré qui couvre le marché des obligations de sociétés à taux fixe imposables, de qualité inférieure et libellées en dollars américains. Un titre est considéré à rendement élevé si la moyenne des notes qui lui sont attribuées par Moody's, Fitch et S&P est inférieure ou égale à Ba1/BB+.

L'**indice Bloomberg 1-10 Year Blend Municipal Bond** est un indice pondéré en fonction de la valeur marchande qui couvre les composantes courte et intermédiaire de l'indice Bloomberg Capital Municipal Bond, un indice non géré, pondéré en fonction de la valeur marchande, qui couvre le marché obligataire américain de catégorie investissement exempt d'impôt.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond** mesure le rendement du marché des obligations imposables à taux fixe de catégorie investissement libellées en dollar canadien. Il comprend des titres du Trésor, des obligations gouvernementales et des obligations de sociétés.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond – Treasury** est la sous-composante « Trésor » de l'indice Bloomberg Canada Aggregate Bond, qui mesure le marché des obligations de catégorie investissement, libellées en dollars canadiens, à taux fixe et imposables.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond – Corporate** est la sous-composante « sociétés » de l'indice Bloomberg Canada Aggregate Bond, qui mesure le marché des obligations de catégorie investissement, libellées en dollars canadiens, à taux fixe et imposables.



Les renseignements contenus dans le présent document sont fondés sur des sources comme les rapports des émetteurs, les services statistiques et les communications d'entreprise. Nous les estimons fiables sans toutefois en garantir l'exactitude ni l'exhaustivité. Les opinions exprimées dans le présent document sont purement ponctuelles et peuvent changer en tout temps. BMO Gestion privée n'est pas responsable des pertes pouvant découler de l'utilisation du présent commentaire. Les informations, opinions, prévisions, projections et autres éléments contenus dans ce document ne doivent pas être considérés comme une offre de vente, une sollicitation ou une offre d'achat de produits ou de services qui y sont mentionnés (y compris, sans s'y limiter, des produits de base, des titres ou d'autres instruments financiers), et ces informations, opinions, prévisions, projections et autres éléments ne doivent pas être considérés comme un conseil en matière de placement ou de fiscalité ou comme une recommandation quant à la conclusion d'une quelconque opération, ni comme une assurance ou une garantie en ce qui concerne les résultats d'une quelconque opération. Vous ne devriez pas agir sur la foi de ces renseignements ni vous y fier sans avoir obtenu les conseils d'un professionnel compétent.

BMO Gestion privée est un nom de marque du groupe d'exploitation qui comprend la Banque de Montréal et certaines de ses sociétés affiliées qui offrent des produits et des services de gestion privée. Les produits et les services ne sont pas tous offerts par toutes les entités juridiques au sein de BMO Gestion privée. Les services bancaires sont offerts par l'entremise de la Banque de Montréal. Les services de gestion de placements, de planification de patrimoine, de planification fiscale et de planification philanthropique sont offerts par BMO Nesbitt Burns Inc. et BMO Gestion privée de placements Inc. Les services de garde de valeurs ainsi que les services successoraux et fiduciaires sont offerts par la Société de fiducie BMO. Les services et les produits d'assurance sont offerts par l'intermédiaire de BMO Services conseils en assurances et planification successorale Inc., une filiale en propriété exclusive de BMO Nesbitt Burns Inc. Les entités juridiques de BMO Gestion privée n'offrent pas de conseils fiscaux. Si vous êtes déjà un client de BMO Nesbitt Burns Inc., veuillez communiquer avec votre conseiller en placement pour obtenir plus de précisions. BMO Nesbitt Burns Inc. est membre du Fonds canadien de protection des épargnants et de l'Organisme canadien de réglementation des investissements. La Société de fiducie BMO et BMO Banque de Montréal sont membres de la Société d'assurance-dépôts du Canada.

« BMO (le médaillon contenant le M souligné) » est une marque de commerce déposée de la Banque de Montréal, utilisée sous licence.